

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

Départements et Alsace-Lorraine, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.

— Le numéro, 15 centimes.

Départements : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.

— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.

Chez MM. Rauche, Lafitte et Co.

Place de la Bourse, 8.

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12.

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	80 75	» 05 » »
2 0/0 amortiss.	82 45	» 05 » »
1 1/2 0/0 1883	108 80	» 05 » »
Cons. anglais	93 5/16	» » » »
Italie	96 65	» » » »
Flor. autric. (or)	87 3/4	» » » »
Esp. Extér. nouv.	53 1/8	» 3/16
Egyptien 6 0/0	320 »	» 3 75
Ch. Egyptiens	435 »	» 2 50
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 10	» » 10
Banque ottomane	498 75	» » 1 25

PARIS, 8 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis, ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Grévy.

Ils se sont occupés des affaires extérieures.

Ils se sont également entretenus de la convocation du Congrès. Ils ont décidé que la réunion de l'Assemblée nationale doit suivre immédiatement la discussion des crédits du Tong-King et qu'il y a un grand intérêt politique à ce qu'elle ait lieu avant le 25 décembre. Ils pensent, en outre, qu'il appartient au pouvoir chargé de surveiller l'exécution des lois d'en fixer la date.

Le ministre de l'Intérieur a adressé aux préfets une circulaire relative au service des enfants assistés.

Ils ont pu constater que les tournées d'inspection sont trop courtes et trop rares dans certains départements, pour sauvegarder les intérêts des enfants. Ils ont invité les préfets à s'assurer de la fréquence des tournées, de leur durée et de leurs résultats. Ils ont fait connaître les dispositions qu'il vient d'adopter à cet effet.

A partir du 1^{er} janvier, les indemnités payées aux inspecteurs et aux sous-inspecteurs cesseront d'être mandatées par douzième. Au commencement de chaque trimestre, les préfets indiquent les sommes à octroyer au chef pour le trimestre précédent. Il sera indispensable, en réglant le service des tournées, de rester dans les limites de l'allocation annuelle inscrite pour chaque fonctionnaire dans l'arrêté de nomination.

Les préfets devront envoyer un état mentionnant les tournées accomplies, le nombre des enfants visités, les principaux faits constatés et les mesures qui en auront été la conséquence.

Un quart de l'indemnité annuelle sera mandatée à titre de provision, le 1^{er} janvier de chaque année, au nom de chaque intéressé.

AU PALAIS-BOURBON

La commission du Tong-King entend en ce moment le rapport de M. Pichon sur l'attitude de l'Allemagne dans le conflit franco-chinois et sur divers incidents de l'affaire de Lang-Son.

On dit que la commission voudra entendre le colonel Herbing, dont on annonce l'arrivée aujourd'hui.

Il n'y a aujourd'hui presque personne au Palais-Bourbon.

INTÉRIEUR

Notre ministre plénipotentiaire à Copenhague, M. Bourée, est depuis hier à Paris. Quel est le but de ce voyage ?

Les uns prétendent que M. Bourée, qui a préparé les bases du traité de commerce avec la Chine, vient conférer à ce sujet avec le ministre des affaires étrangères; d'autres affirment que ce diplomate est venu pour comparaître devant la commission du Tong-King.

Les uns et les autres peuvent avoir raison.

La crue de la Seine

D'après les nouvelles des stations hydro-métriques, la crue de la Seine, signalée précédemment, atteindra probablement d'ici vendredi :

Pont d'Austerlitz, 4 m. 50.
Pont de la Tournelle, 4 m. 35.
Pont-Royal, 5 m. 20.
Gare du midi 8 décembre :
Pont d'Austerlitz, 3 m. 70.
Pont de la Tournelle, 3 m. 32.
Pont-Royal, 4 m. 45.

EXTÉRIEUR

Rome, 8 décembre.

Dimanche soir, vers minuit, M. Del Arco, chargé d'affaires et M. Leal, secrétaire de la légation espagnole, en rentrant au Palais ont été assaillis par des individus et l'ambassade d'Espagne, ont eu à se défendre contre trois inconnus dont un avait assailli le chargé d'affaires.

Les deux diplomates ont opposé une telle résistance qu'un des assaillants a dû s'enfuir de pierres pour les repousser.

Le portier de l'hôtel est venu au secours de MM. Del Arco et Leal.

Les rôdeurs se sont enfuis poursuivis par lui et par M. Leal.

Deux ont été arrêtés; on est sur la piste du troisième.

M. Del Arco a reçu des contusions légères à la tête et à la poitrine; les habits de M. Leal ont été déchirés.

On se perd en conjectures sur le mobile de cette agression.

Londres, 8 décembre.

Trois bataillons d'infanterie ont reçu l'ordre de partir pour l'Égypte.

Jusqu'à ce moment 317 libéraux sont élus. Lord Hamilton, chef de l'Aimiraute, est élu à Ealing, dans le Middlesex.

Londres, 8 décembre.

On mande de Pesth au Standard, le 7 décembre :

« Au ministère des affaires étrangères, à Vienne, tout espoir de voir rétablir le statu quo ante est abandonné. Il est maintenant question de provoquer la réunion d'un nou-

veau congrès européen probablement à Berlin.

Semlin, 7 décembre.

La suspension d'armes a été prolongée jusqu'à après-demain.

On ne connaît pas encore les contre-propositions définitives de la Serbie pour la conclusion d'un armistice d'un mois; il paraît toutefois probable que les Serbes veulent absolument garder leurs positions de Widdin.

On annonce que les Bulgares auraient attaqué un détachement du corps du général Leschanine, vers Kalajevatz.

INFORMATIONS

Notre ministre résident à Tunis, M. Cambron, repartira pour son poste à la fin de la semaine prochaine.

D'ici là, sa commission de blanchissage — c'est ainsi qu'on la nomme au quai d'Orsay — aura-t-elle terminé sa tâche ?

On fait tout pour qu'il en soit ainsi; mais il paraît qu'il y a des difficultés.

**

Le vote émis hier, par le conseil général de la Seine, pour demander l'évacuation aussi rapide que possible du Tong-King, va être purement et simplement annulé par décret du président de la République.

C'est fort bien; mais alors que fera le gouvernement à l'égard des assemblées électives qui se sont prononcées au contraire contre l'évacuation ? Leurs délibérations devraient, elles aussi, être annulées.

Quand on veut appliquer la loi, il ne faut pas avoir deux poids et deux mesures !

**

M. Camille Barrère est attendu demain à Paris.

Notre ex-représentant au Caire passera quelque temps en France pour rétablir sa santé avant d'aller prendre possession de la légation de Stockholm.

M. Douville-Maillefeu est au nombre des candidats portés sur la liste des journaux radicaux et socialistes. Il est qualifié d'ancien député.

Or, si l'on se reporte au livret des députés de la dernière législature, on y voit, à deux reprises, dans la liste alphabétique et dans la liste par départements, M. Douville-Maillefeu, accompagné de cette parenthèse : (comte de).

C'est le comte de Douville-Maillefeu, connu, avec ce titre nobiliaire, dans la Somme où il a échoué et dans la dernière Chambre, qui apparaît aujourd'hui, sur la liste radicale et socialiste de Paris, dépouillé de tout titre et même de toute particule.

On lui fallait le quitter plus tôt, ou il fallait le garder. Mais la couronne de comte, très appréciée à Abbeville, devenait gênante à Paris. De là cette amputation.

O platitude !

LE TRAVAIL DE HUIT HEURES

On sait que M. Vaillant a déposé devant le conseil municipal une proposition tendant à réduire obligatoirement à huit le nombre des heures de travail pour tous les ouvriers et à fixer, au moyen des prix de série, le salaire à un minimum uniforme pour chaque corporation.

C'est l'absurde joint à l'arbitraire. C'est M. Cernusson qui a été chargé du rapport, et la conclusion on est conforme aux desiderata de l'auteur de la proposition.

La discussion a commencé hier devant le conseil municipal.

M. Armengaud a combattu très heureusement les conclusions du rapport et la proposition elle-même : il a fait observer avec beaucoup de raison que ce serait aller contre la grande et imprescriptible loi de l'offre et de la demande; que l'uniformité de prix obligatoire amènerait forcément les patrons à ne choisir que les meilleurs ouvriers, et que les autres seraient condamnés à subir un rabais ou à chômer démesurément.

La loi est non seulement ridicule, arbitraire, mais elle est inapplicable, absolument inapplicable, et, si elle était décrétée, les ouvriers seraient les premiers à l'enfreindre.

M. Vaillant, qui s'est fait une spécialité des propositions dites socialistes et qui patauge dans l'utopie économique, ne s'est pas rendu compte du fait suivant :

Tous les corps d'état subissent un chômage plus ou moins long, et le seul remède, le seul palliatif à cette grave situation de choses, c'est la faculté de travailler le plus possible pendant la saison d'activité.

Si vous limitez le nombre d'heures à huit, l'ouvrier qui travaille dix heures perdra, sans espoir de compensation, le cinquième de son gain. C'est clair comme la lumière du jour.

De plus, les travaux dureront plus longtemps, ce qui augmentera le prix de revient, rien que par l'immobilité des capitaux engagés.

On emploiera un plus grand nombre d'ouvriers, disent les partisans de la proposition.

Non, parce que le nombre des ouvriers réellement accomplis est limité, et que le patron, forcé de payer les autres du même prix, ne s'y décidera pas.

Les conditions que réclament les défenseurs de la proposition sont attentatoires à la liberté, elles vont contre le véritable intérêt de l'ouvrier, elles favorisent la concurrence étrangère et elles tendent à la surélévation du prix de tous les objets fabriqués, qu'il s'agisse de maisons ou de machines.

La discussion est renvoyée à jeudi et

nous espérons bien que d'ici là la réflexion modifiera les dispositions manifestées sur cet important sujet par nos pauvres édiles, dont la cervelle nous semble avoir grand besoin d'être remise en équilibre.

Nous avons à diverses reprises constaté avec regret que M. le marquis de Noailles, notre ambassadeur à Constantinople, s'était fait l'humble serviteur de la politique anglaise.

Nos affirmations se trouvent confirmées par les télégrammes venant de Turquie et qui nous apprennent qu'à l'exception de notre ambassadeur, tous les représentants des puissances à la Conférence ont été d'accord pour blâmer l'attitude de sir W. White.

Tous les efforts qu'a tentés le gouvernement du sultan pour arriver à une prompt solution de la question roumaine, aussi bien avant l'attaque du roi Milan que depuis la suspension des hostilités, ont, en effet, trouvé l'Angleterre hostile.

Nous comprenons que le représentant de S. M. Victoria ait joué le rôle que l'on sait. La rivalité de l'Angleterre et de la Russie, le désir qu'a la première de ces puissances de créer à la seconde le plus de difficultés possible en Europe, afin de la détourner de la route de l'Inde expliquent — sans la justifier — la désolante attitude avec laquelle sir W. White a failli compromettre la paix de l'Europe.

Mais nous ne pouvons comprendre l'intérêt que peut avoir la France à jouer le jeu de l'Angleterre, à se mettre en opposition avec les autres puissances signataires du traité de Berlin et à sacrifier à une nation qui jamais n'eut pour nous que de mauvais procédés les droits reconnus et incontestés de la Turquie ?

M. de Freytag n'a-t-il donc jamais lu l'apologue de Bertrand et Raton ? Ce serait à le croire !

LA DÉCADENCE

Les esprits frivoles qui nous accusaient de céder à des partis pris malveillants ou à des préjugés injustifiables, lorsque nous affirmions que la prolongation de l'expérience du régime républicain frapperait inévitablement la France de déchéance morale, doivent aujourd'hui constater que leur optimisme avait tort contre notre pessimisme. Ils s'en allaient répétant partout, aux beaux jours du principat de M. Thiers et du protectorat occulte de Gambetta, que la République est un gouvernement comme un autre, qu'elle gèrerait les affaires de la nation aussi bien que n'importe quel autre système imposé à une démocratie abaissée; qu'elle maintiendrait l'ordre et ne compromettrait sérieusement aucun intérêt national. Or, la République a prouvé depuis, elle continue de démontrer qu'elle n'est pas un gouvernement comme un autre; elle poursuit lentement mais sûrement œuvre de désorganisation universelle et de démoralisation persistante; elle compromet à la fois, avec une persévérance quasi-diablessque, la sécurité sociale et la dignité extérieure du pays.

Ceux de nos lecteurs qui auraient, jusqu'à présent, conservé quelque doute à cet égard n'ont qu'à méditer sur le spectacle que nous offrent un certain nombre d'officiers de l'armée française, aux prises devant la commission du Tong-King.

En ces déplorables querelles, dont le dernier mot ne sera probablement jamais dit, nous ne voulons pas, pour aujourd'hui, prendre parti. Chaque jour apporte un nouvel élément de scandale, qui peut modifier les jugements hâtifs que l'on a, jusqu'ici, portés sur les hommes et sur les événements. Ne parle-t-on pas, depuis hier, de l'intervention dans l'enquête d'un jeune et brillant officier dont la déposition pourrait modifier complètement le caractère du débat qui s'agit ? Il nous paraît donc de laisser de côté tout ce qui dans cette tragi-comédie parlementaire a trait aux personnes. Mais, en revanche, ce qui offre un intérêt supérieur et vraiment poignant, c'est ce qui a trait au corps moral que forme l'armée. Or, quel effroyable désordre, quel état navrant de délire et d'anarchie révéleront les faits mis au jour et les paroles proférées devant la commission du Tong-King !

Nous ne savons si de ce pugilat d'accusations infamantes les hommes que l'on met en cause sortiront blanchis ou déshonorés. Qu'importe ! les hommes lorsque les principes mêmes sur lesquels repose l'organisation sociale sont en jeu ? Mais ce que nous savons bien d'ores et déjà, c'est que l'armée française tout entière est éclaboussée, salie par les rejaillissements de ce scandale.

Quelle figure font nos officiers, en regard les officiers anglais, autrichiens ou russes, lorsque nous les voyons occupés à se jeter mutuellement la boue et la honte au visage ? Et de quel front les partisans des armées démocratiques soutiendront-ils les sarcasmes des partisans des armées aristocratiques, telles que sont celles des trois peuples que nous venons de citer ?

Un gouvernement autre que la République n'aurait jamais permis, en semblable occurrence, que les choses en vinsent à ce point d'acuité; que des allégations infamantes, même fondées, pussent être dirigées publiquement contre le commandant en chef d'une armée en campagne.

Supposez que les faits dont il s'agit se soient produits en Allemagne. Les autorités militaires n'auraient-elles pas trouvé le moyen d'atteindre un coupable, si coupable il y avait eu, sans oser aux quatre vents du ciel, sans faire savoir au monde entier que des soldats faisant face à l'ennemi avaient pu être livrés à l'arbitraire d'un alcoolique ?

La République, gouvernement de querelle et de discussion paresseuse, n'avait aucun moyen d'éviter l'éclat; elle ne pouvait, au contraire, que le grossir; son intérêt évident l'y poussait, car tout ce qui peut diviser l'armée contre elle-même est manifestement pour les républicains un gage de sécurité. Et voilà pourquoi la République n'est pas un gouvernement comme un autre; voilà pourquoi elle ne saurait réagir elle-même contre le courant qu'elle a créé et qui emporte la nation sur la pente des pires abaissements.

Que les optimistes qui s'inscrivaient en faux, il y a quelques dix ans, contre nos prévisions chagrines mesurent les étapes franchies sur ce chemin de décadence.

Il y avait, en France comme dans toutes les sociétés européennes issues du christianisme, trois grands corps sociaux en qui se concentraient toutes les énergies morales et vitales de la nation : le clergé, la magistrature, l'armée.

Le clergé a été attaqué par la République avec une vigueur haineuse qui ne s'est pas depuis quinze ans. Il résiste encore, mais il est atteint.

La magistrature a été frappée de désorganisation, soumise à un système de désorganisation savante et redoublée.

L'armée restait; elle n'est plus intacte. On se réfugiait désormais la réserve morale de la nation ?

Qui osera dire que nous exagérons l'influence funeste de la République ? Qui osera suspecter la sincérité de notre tristesse ? Qui oserait affirmer que l'ère de la décadence n'est pas commencée ?

Le centre gauche sénatorial, réuni sous la présidence de M. Lenôël, a chargé M. le docteur Dupré de déposer, au nom du groupe, une demande d'interpellation au ministre de l'Intérieur sur la laïcisation des hôpitaux de Paris.

Validations et Invalidations

Il est aisé de comprendre quelle répugnance inspire aux conservateurs la tyrannie parlementaire des enquêtes ou des invalidations. M. Borriglione en a profité hier. Nous n'avons pas à insister davantage sur les motifs qui lui ont valu une majorité si considérable.

Mais il est impossible de ne pas faire remarquer que les républicains pratiquent d'une bien étrange façon la vérification des pouvoirs.

On les a vus invalider contre toute raison les élections conservatrices du Tarn-et-Garonne — et leurs adversaires ont répondu à cette iniquité en validant l'élection de M. Thomson.

On les a vus samedi invalider les élus de la Corse, et, lundi, on leur donne une réplique généreuse en ne renvoyant pas M. Borriglione à ses turcos.

Eh bien ! c'est au suffrage universel qu'il appartient de tirer de ces faits la leçon qu'ils comportent.

Comme nous le disions voilà deux jours, c'est la cause des électeurs qui est désormais engagée.

Aussi déjà l'ère fébrile et vaillante est-elle remplie d'une agitation indignée.

— Corsets ! debout ! on a méconnu vos volontés, outragez vos résolutions ! On a validé vos élus ! On a fait sortir de la Chambre, où vous l'aviez une fois de plus envoyé, celui de vos compatriotes qui a depuis si longtemps votre confiance et qui la mérite si bien, qui vous est si dévoué, et qui met tant de talent au service de ses compatriotes, M. Gavini !

Voilà la nouvelle et voilà l'appel qui, dimanche, sont parvenus en Corse.

Et l'on s'imaginait que l'île ne va pas se soulever d'indignation et de colère ?

On a pu croire qu'elle se déjouerait pour complaire à M. Arène et pour obéir à la majorité des députés opportunistes ?

Que la responsabilité de ce qui pourra se produire retombe sur cette majorité.

Car les Corsees n'ont jamais été d'humeur à s'humilier devant l'iniquité et devant l'injustice. Aux violences ils savent répondre avec une énergie indomptable.

Les républicains ont déjà provoqué, en Corse, des événements terribles dont ils devraient se souvenir. Ont-ils donc oublié les scènes auxquelles nous faisons allusion ?

Tant pis pour les républicains ! Ils ont provoqué les Corsees.

Les Corsees sauront leur répondre, et leur rappeler, une bonne fois et de telle manière que l'opportunisme s'en souviendra, que, dans la patrie des Napoléons, on se fait honneur d'une fidélité à toute épreuve et d'une inattaquable loyauté.

Le clergé du Finistère sent à son tour la main libérale de M. Goblet. Le ministre a demandé à l'autorité diocésaine le déplacement de certains prêtres, et a supprimé le traitement de certains autres ecclésiastiques. Puisque les opportunistes, ayant à leur tête l'ex-préfet de police Camescasse, ont reçu dans le département l'échec si significatif et si mérité que l'on sait, il faut bien que les prêtres des campagnes subissent le contre-coup des déceptions, des rançunes et des colères républicaines. Pendant que Jules Grévy préside, les délateurs régnent et commandent.

Nous publierons les informations complémentaires que nous recueillerons dans cette région.

L'ÉVACUATION DU TONG-KING

Le conseil général de la Seine, dans sa séance d'hier, a voté à une majorité de 34 voix sur 44 votants, la proposition de M. Navarre demandant l'évacuation du Tong-King.

Ce vote sera annulé par le préfet de la Seine comme illégal, les conseils généraux n'ayant point le droit de traiter les questions de politique extérieure, mais il n'en gardera pas moins toute son importance.

Au moment où la commission des trente-trois rassemble les documents relatifs à l'enquête qu'elle poursuit sur la funeste et coûteuse aventure où nous a engagés M. Jules Ferry; au moment où — sa religion une fois faite sur les événements du passé — elle va avoir à se prononcer et à décider s'il est utile aux intérêts français de demeurer au Tong-King ou de l'évacuer, il est à désirer que l'opinion publique s'exprime librement sur cette grave et délicate question.

Les élections du 4 et du 18 octobre ont prouvé que la politique coloniale n'était point en faveur parmi les électeurs. La défaite des opportunistes est due en grande partie à ce sentiment; la France a condamné hautement l'expédition du Tong-King, dont elle a compris les dangers sans parvenir à entrevoir quels en pourraient être les avantages.

A-t-elle voulu en même temps exprimer son désir de voir abandonner ces contrées arrosées du sang de nos soldats ? A-t-elle donné mission à ses représentants de voter l'évacuation, ou bien d'accepter le lourd héritage que nous léguait l'opportunisme, tout en clouant au pilori les misérables qui ont si légèrement engagé l'honneur de notre drapeau ?

Voilà ce qu'il importe de savoir.

A-t-elle voulu pour cela que nous applaudissions chaque fois que l'opinion publique s'exprime sur cette grosse question, sans nous soucier autrement de savoir si, en s'exprimant, elle reste ou non dans la légalité.

Il y a pour nous quelque chose qui se place bien au-dessus des règlements constitutionnels : c'est l'intérêt de la France !

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 8 DÉCEMBRE

En France, il pleut vers les côtes, il neige à Paris et à Belfort. Le temps est à la pluie partout avec température un peu basse dans le Nord et assez douce dans le Sud; il est à la neige dans les montagnes.

A Paris, pluie la nuit, puis neige depuis sept heures du matin.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Mauvais temps.

Océan. — Mauvais temps.

MÉDITERRANÉE. — Mauvais temps.

Aujourd'hui, 8 décembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... 0 > 1/2
A onze heures du matin..... 0 > 1/2
A deux heures du soir..... + 1 > 1/2
Température la plus basse de la nuit - 1 > 1/2

Le baromètre est à 755 millimètres.

Voici le résultat définitif de l'élection législative de la Vendée; on se rappelle que dans les chiffres transmis hier il manquait un canton :

MM. de la Bassettière, cons., 47,535 v. Elu

Bienvenu, répub., 35,538

Le grand banquet de protestation que les Corsees bonapartistes habitant Paris ont décidé d'offrir, sous la présidence de M. le duc de Padoue, aux quatre députés invalidés, est irrévocablement fixé au dimanche soir 13 décembre, à six heures et demie précises, dans les salons du grand restaurant de la Terrasse, 74, avenue de la Grande-Armée.

Les Corsees bonapartistes qui désirent y assister sont instamment priés de retirer leur carte d'adhésion chez M. Vannucci, 24, rue Royale, de trois à huit heures du soir, ou chez M. Stefani, 7, rue Chabannais, de huit heures du matin à huit heures du soir.

La liste des adhésions sera définitivement close le samedi 12 décembre, à midi.

Le gouvernement se préoccupe des étreintes qu'il doit offrir aux braves soldats de retour en France.

Dès le commencement de la semaine prochaine, les premières médailles du Tong-King seront remises par les chefs de corps aux militaires qui ont pris part à l'expédition et qui sont aujourd'hui de retour en France. Quant à la distribution que l'on devra faire aux troupes qui se trouvent encore au Tong-King ou dans l'Annam, elle ne sera pas commencée avant le mois de février.

Ainsi que nous l'avons dit hier dans nos Dernières Nouvelles, M. de Lesseps ne s'est nullement ressenti de la chute de cheval qu'il a faite dimanche.

Une écorchure à la joue droite et au poignet et quelques contusions sans gravité sont les seules traces qu'il conserve d'un accident qui aurait pu avoir pour lui les conséquences les plus graves.

Hier, dans la matinée, M. de Lesseps a

pu recevoir et rassurer lui-même ses nombreux visiteurs, et dans l'après-midi il s'est rendu à l'Académie des sciences, où il a pris part aux travaux de la séance hebdomadaire.

Hier a eu lieu, à la Sorbonne, la réouverture annuelle du cours de M. Caro. Une foule d'étudiants, d'hommes du monde et de gens de lettres ont écouté avec recueillement la thèse développée par l'éminent professeur sur les conditions et les principes d'immortalité scientifique, et des applaudissements nombreux ont prouvé à M. Caro la sympathie et l'admiration qu'il inspirait à ses auditeurs.

La clientèle de M. Pasteur devient tellement nombreuse que, bientôt, l'illustre savant ne saura plus comment satisfaire tout le monde.

C'est principalement parmi les étrangers que se recrute ladite clientèle, ce qui n'est pas un mince honneur pour notre pays.

Le savant physiologiste fait subir en ce moment son traitement à un Allemand, M. Sphering, qui fut mordu, il y a un mois environ, par son propre chien, reconnu enragé, et à un journaliste nommé Trieguard, qui faillit être mis en pièces par un chien hydrophobe. M. Pasteur espère obtenir une guérison complète.

Ajoutons que plusieurs nouveaux patients sont en route pour Paris. L'un, journaliste hongrois de vingt et un ans, nommé Alexandre Rivnak, a été recommandé à M. Pasteur par le professeur Lafenauer, de Budapest, et vient à Paris aux frais de la ville d'Arad, qui a ouvert une souscription à cet effet; les autres sont quatre pauvres enfants de Newark (New-Jersey) qui s'embarqueront demain à bord du Canada, et qui arriveront à Paris dans une dizaine de jours pour être soumis au traitement de M. Pasteur.

Pour ces derniers, comme pour le journaliste hongrois, les frais de voyage et de séjour ont été couverts par une souscription publique.

Espérons donc que dans quelques jours nous serons fixés, et que nous saurons si réellement l'illustre M. Pasteur a trouvé un remède contre la rage.

L'Union des Femmes de France, qui a été honorée d'une citation à l'ordre du jour de l'armée par le général de Courcy, pour l'organisation de ses secours aux malades et blessés de l'armée et aux rapatriés, prépare, en ce moment, une vente de charité appelée, d'après les renseignements que nous

LA COMMISSION DES CREDITS

La commission a entendu hier plusieurs rapports faits par ses sous-commissions. M. Bailleu a préparé un rapport sur les frais éventuels de l'occupation.

Il estime que les frais d'entretien des 6,000 soldats français et des 15,000 troupes tonkinoises, chiffre des troupes déclarées nécessaires pour l'occupation du Tong-King après la pacification, coûteraient 14 millions.

Il ajoute que, si l'on voulait porter l'effectif français à 10,000 hommes, les frais seraient augmentés de 3 millions, et atteindraient par suite, un total de 17 millions.

Rapport sur Lang-Son

D'après les pièces dont MM. Perin et Lockroy ont en communication, M. Rivière a fait un rapport sur les opérations militaires effectuées avant l'affaire ainsi que sur les combats de Lang-Son.

Il en résulte que le corps du général de Négrier avait en face de lui 50,000 réguliers chinois, au minimum, soldats bien armés et bien commandés.

Au combat de Bang-Bo, force à été laissée nos morts aux mains de l'ennemi, et ce n'est que fort difficilement que nos blessés ont pu être rapportés.

Dans son examen des textes, M. Rivière a également relevé que le texte original des dépêches du général Brière de l'Isle avait été communiqué et inséré à l'Officiel, sans les changements et de nombreuses omissions.

C'est ainsi que certains passages relatifs à des « attaques enveloppantes », éprouvées par les troupes du général de Négrier, et signalées par le général Brière de l'Isle, ont été supprimés.

De même, pour les dépêches du général de Négrier, celui-ci télégraphia, après l'affaire de Bang-Bo : « Je n'ai pu me dégager qu'à grand peine ». Cette phrase ne fut pas publiée.

Le dossier de Lang-Son

MM. Lockroy et Perin ont communiqué à la commission deux rapports du général de Négrier, extraits du dossier de Lang-Son : l'un, relatant les opérations des 23 et 24 mars 1885, au cours desquelles ses troupes subirent un premier échec imputé au lieutenant-colonel Herberinger. Celui-ci avait reçu l'ordre d'occuper un plateau, en haut d'une montagne où les Chinois s'étaient fortifiés, à la gauche de l'île droite du corps français. Il fallait absolument s'emparer de ce point pour permettre un mouvement combiné par Négrier.

Le lendemain matin du jour où cet ordre avait été donné, au moment d'effectuer l'opération arrêtée, un brouillard intense obscurcit la vue de la montagne; peu à peu, cependant, ce brouillard se dissipant, on distinguait des troupes gravissant le plateau, et, comme le colonel Herberinger n'avait pas donné de ses nouvelles, le général de Négrier pensa qu'il avait occupé la position indiquée.

Confiant, le général fit avancer une partie de ses soldats sur le centre chinois, tandis qu'il marchait contre l'aile gauche chinoise... Mais les soldats, lancés sur le centre de l'ennemi, essayèrent soudain le feu des Chinois fortifiés sur le plateau, d'où le colonel Herberinger ne les avait pas délogés. Les troupes du général de Négrier durent battre en retraite sous une grêle de projectiles.

Le second rapport du général de Négrier a trait aux journaux qui ont suivi cet échec jusqu'au moment où il fut bessé. A la fin de ce rapport, le général raconte que le lieutenant-colonel Herberinger, qui venait de prendre le commandement, arriva à l'ambulance où il avait été transporté : « La situation n'est pas tenable ! lui déclara le colonel. — Ce n'est pas mon sentiment, répondit Négrier. »

MM. Lockroy et Perin ont mis sous les yeux de leurs collègues le rapport du lieutenant-colonel Herberinger, entièrement écrit de sa main, après la retraite de Lang-Son.

Le colonel reconnaît qu'au moment où il a quitté Lang-Son avec ses troupes, il avait encore devant lui pour deux jours de munitions et quatorze jours de vivres; mais il ajoute qu'il estima n'avoir point assez de munitions pour soutenir les combats « en perspective » qu'il pouvait redouter. Le colonel déclare aussi qu'il a cru à la nécessité de détruire le télégraphe de campagne qui le reliait au quartier-général, et de noyer la caisse de l'armée, contenant près de 600,000 francs de piastres, ainsi qu'une batterie d'artillerie.

Enfin, le colonel termine en disant qu'il a cru devoir « continuer la retraite commencée depuis l'affaire de Bang-Bo. »

La commission doit continuer aujourd'hui l'audition des rapports des sous-commissions.

Elle entendra notamment un rapport de M. Pichon sur le rôle de l'Allemagne dans le conflit franco-chinois.

D'autre part, M. Pichon fait ressortir que, de certaines dépêches échangées entre le général Brière de l'Isle et le ministre de la guerre du cabinet Ferry, la marche sur Lang-Son et l'expédition jusqu'à la Porte de Chine, que le général de Négrier a fait sauter, ont été voulues expressément par le gouvernement français, comme un moyen de forcer la main à la Chine pour signer la paix.

Le gouvernement pensait, en effet, que les Chinois voyant l'armée française devant leur fameuse muraille et par suite chez eux, n'hésiteraient plus à cesser la résistance.

Le rapporteur conclut de ces faits que l'opération de Lang-Son et la débacle qui l'a suivie, pour telle ou telle cause, n'étaient dues qu'à des considérations nullement militaires, mais purement politiques.

La séance du Sénat

Séance du 7 décembre

PRÉSIDENCE DE M. LE ROYER

L'ordre du jour appelle la suite de la première délibération sur la loi relative aux délégués mineurs.

Le Sénat s'est arrêté à l'article 12.

M. Blavier proteste contre l'occupation formelle dans la dernière séance par le rapporteur contre les exploitants des mines de l'opposition systématiquement à tous les progrès qui pouvaient contribuer à l'amélioration du sort des ouvriers.

Il développe un amendement à l'article 12 et dit que la concession des mines étant un contrat bilatéral, l'Etat ne peut imposer à l'exploitant une nouvelle obligation qui dans le contrat amène celui de payer les délégués.

Les dépenses nécessaires par l'institution des

délégués mineurs ne dépassera pas 30 ou 40,000 francs; ce n'est donc pas à cause de ce chiffre comparativement minime que les exploitants réclament le paiement des délégués par l'Etat, il y a là une question de principe.

L'orateur demande donc que le salaire des délégués mineurs soit imputé sur la redevance due à l'Etat par les exploitants, et en cas d'insuffisance, soit à la charge de l'Etat.

M. Demôle prie le Sénat de repousser l'amendement. Il soutient que les délégués mineurs ne sont à aucun point de vue des employés de l'Etat, qu'ils ne sont pas non plus de simples mandataires de leurs camarades. Il en conclut que leur salaire doit être payé par les exploitants.

M. Blavier répond qu'il est le premier à reconnaître les droits de l'Etat, mais il ne faut pas exagérer ces droits. Or, le ministre des travaux publics est tombé dans cette erreur. La surveillance des mines ne peut être mise entièrement à la charge des Compagnies.

L'amendement est repoussé par 180 voix contre 84.

L'article 12 est adopté.

Le Sénat décide qu'il passera à une seconde délibération.

L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi relatif à la procédure en matière de divorce.

M. de Gavardie se plaint de ce que l'on facilite la procédure et protège contre ce qu'il appelle la liberté illimitée du mal.

L'article 1er modifie les articles 234 à 251 et l'article 307 du code civil.

M. Bozériain retire un amendement qu'il avait présenté sur l'article 1er.

Les articles 234 à 237 sont adoptés.

M. Griffe, sur l'article 238, demande que l'ordonnance du président du tribunal qui constate la non-conciliation et règle les mesures provisoires, puisse être déférée au tribunal même et non à la cour comme le veut la commission.

M. Denormandie combat l'amendement de M. Griffe. L'ordonnance doit être déférée à la Cour d'appel parce que, hiérarchiquement, le tribunal ne peut se constituer juge de son président, en second lieu parce que les ordonnances rendues au contentieux par le président du tribunal ne peuvent être conférées qu'à la Cour d'appel.

La commission propose donc le rejet de l'amendement.

M. Griffe soutient que le système de la commission entraînerait une grande confusion.

M. Denormandie soutient qu'il est indispensable de constituer une juridiction d'appel en dehors du tribunal.

M. de Gavardie s'élève contre le bouleversement de la raison sérieuse toute législation. Il demande qu'on transmette au président du tribunal le droit de prendre des mesures provisoires.

M. Emile Labiche dit que ce serait faire disparaître toutes les chances de conciliation qui résultent de la comparution devant le président.

M. Baragnon voudrait qu'on distinguât entre les mesures provisoires; les unes seraient ordonnées par le tribunal, les autres par le président.

M. Paris croit que le système de la commission est le seul rationnel et repousse la distinction proposée par M. Baragnon.

M. de Gavardie demande le renvoi à la commission.

M. Emile Labiche, rapporteur, repousse le renvoi.

Le renvoi à la commission n'est pas prononcé.

Les deux premiers paragraphes de l'article sont votés.

L'amendement de M. Griffe sur le troisième paragraphe est repoussé.

L'article 238 est renvoyé à la commission et la prochaine séance fixée à jeudi, deux heures.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq.

La séance de la Chambre

Les élections des Alpes-Maritimes se sont passées entre républicains et elles ont été très étonnantes. Mais la Chambre était en veine d'indulgence, et la séance s'est terminée par le triomphe de M. Borriglione.

M. Vergoin, nouveau député de Seine-et-Oise, demandait une enquête sur le premier tour de scrutin qui avait amené l'élection du trop fameux maire de Nice.

Il a fait une excursion rapide dans le passé de l'île, fougeux séparatiste en 1870, et devenant ensuite le chef du parti français, quand les idées de séparation n'eurent plus aucune chance de succès.

Il a fait allusion aux affaires financières qui ont eu un si fâcheux retentissement et donné lieu à des procès scandaleux, où M. Borriglione a eu la chance de ne comparaître que comme témoin.

L'affaire dite des turcos pourrait jeter quelque confusion dans les esprits. La bande de malfaiteurs et de repris de justice que M. Borriglione avait enrégimentés pour s'en faire une garde d'honneur, ne contenait aucun tueur, et nos braves soldats d'Afrique auraient quelque droit de se plaindre d'une assimilation si peu flatteuse. La presse a retenu des exploits de ces prétendus turcos, dont le passage était signalé par des tumultes, des rixes, des coups de revolver et de couteau. Mais ce sont là des peccadilles que la vivacité du tempérament méridional a excusées aux yeux de nos législateurs.

Il y a bien autre chose dans cette élection, bien d'autres manœuvres, bien d'autres points obscurs, notamment la confection extraordinaire des listes électorales. On y avait porté des morts, des incapables, des étrangers en grand nombre. Tous ces faux électeurs ont-ils voté? A-t-on voté pour eux? On le suppose, mais on n'a pu s'en assurer. Les listes d'émargement ont disparu. Sont-elles à la mairie, à la préfecture, au ministère de l'intérieur, dans la poche de M. Borriglione? C'est ce qu'on n'a pu savoir: mystère et majorité!

M. Borriglione a eu le talent de ne pas défendre son élection. Il a suivi cette vieille et bonne tactique qui consiste à prendre l'offensive. Il est tombé vigoureusement sur ses adversaires: M. Lailolle, M. Gazagnaire et même sur M. Bishoffheim. Toute la correspondance de ces deux derniers a passé devant la Chambre, et il en est résulté qu'ils avaient été les bons amis de M. Borriglione avant de devenir ses ennemis. C'est ainsi que les choses se passent souvent. Une lettre de M. Bishoffheim a fait beaucoup rire. Il envoyait 3,000 fr. à M. Borriglione pour la bibliothèque de Menton et l'Association des anciens élèves du lycée de Nice, et ajoutait mélancoliquement: « Cela coûte cher, les honneurs! »

L'auteur de cette exclamation, qui se trouvait dans la galerie, au spectacle, a été l'objet de l'attention générale. Heureux encore s'il n'avait donné que ces 3,000 fr. et même beaucoup d'autres avec! Mais il a donné un observatoire tout entier avec des lunettes monstres. Comme il doit regretter ses lunettes! Il n'en a pas besoin aujourd'hui pour contempler le spectacle de l'ingratitude humaine.

C'est une chose qui se voit assez à l'œil nu.

N'insistons pas davantage sur ce débat qui s'est terminé, comme nous l'avons dit, par le triomphe de M. Borriglione. On était tellement enthousiasmé de son talent de prosiditigation qu'on ne lui a pas permis de terminer son discours. On était impatient de le couronner de fleurs. Il n'est demeuré que quatre-vingt un grognons, incorrigibles frondeurs, qui ont résisté à la séduction et ont voté l'enquête. C'est l'un de ces derniers qui demandait, au moment où l'orateur parlait avec effusion de son patriotisme et de son honneur: — Où est donc son casque?

MM. Rouvier et Roure ont été validés plus modestement à la suite de leur chef de file. Tout va bien. Il y a encore de beaux jours pour les affaires de terrains à Nice.

La Chambre a discuté, à la fin de sa séance, plusieurs propositions qui tendaient au relèvement des tarifs des douanes sur les céréales et le bétail. C'est un des vœux exprimés par les électeurs agricoles pendant la dernière campagne. Un député de Marseille, M. Peytral, a combattu la prise en considération de ces propositions. Il a eu pour contradicteur M. Maurice, député du Nord, rapporteur de la commission d'initiative. Les arguments invoqués de part et d'autre sont connus. Le député de Marseille a fait de la théorie libre-échangiste; celui de Lille a répondu par des chiffres qui ne sont que trop concluants et qui attestent l'intensité toujours croissante de la crise.

Le ministre de l'Agriculture n'a point caché qu'il n'était point partisan de l'élevation des tarifs, mais il s'en est prudemment rapporté à la Chambre sur la question de la prise en considération. On a donc voté à une grande majorité cette prise en considération. C'est un premier succès, mais sur lequel il ne faut pas s'endormir. Il faudra lutter encore pour arriver à l'acte législatif qui consacrerait l'augmentation des tarifs.

Les rapporteurs des élections de l'Arèche, des Landes et de la Lozère ne sont pas encore en mesure de déposer leurs rapports. L'ordre du jour est stérile. La prochaine séance n'aura lieu que jeudi.

GAZETTE DE PARIS

«Le Mariage de Tabarin»

Avant-hier la critique musicale ou du moins un certain nombre de ses représentants de bonne volonté — il y en a toujours — montaient bravement en wagon pour se rendre à Reims. Ce n'était pas pour assister dans la vieille église de Saint-Rémy au sacre d'un nouveau roi; ils y allaient pour assister à la répétition d'un opéra-comique, le *Mariage de Tabarin*, dont nous avons déjà parlé. L'œuvre de M. Justin Née, qui nous a été présentée par M. de Lamoignon, est une œuvre de circonstance, mais elle est d'une grande distinction; il a une bonne tenue et porte avec aisance l'élegant costume d'un gentilhomme de la cour de Louis XIII. M. Georges qui, dans le rôle du comte de Montgiscard met la note gaie à cette comédie lyrique, MM. Guidon, Sauron, Guillemot, Brunet, etc., complètent un ensemble qui ne serait nullement déplacé sur l'une de nos scènes parisiennes.

L'orchestre, fort bien conduit par M. Dussens, a fait merveille. Il est à regretter que les instruments à cordes ne soient pas plus nombreux, leur sonorité se trouvant parfois étouffée sous celles des cuivres et des bois, excellents ces derniers; mais ne soyons pas si difficiles.

Et puis-je que par le deuxième acte, lorsque la toile s'est baissée sur le bon final et qu'on a longtemps applaudi et rappelé le compositeur à la façon italienne, on se demandait, — une magnifique couronne aux feuilles dorées a été offerte par les musiciens à Mlle Pauline Thys. Elle en était aussi flattée que lorsqu'elle reçoit à Paris les palmes académiques.

Si les directeurs des théâtres de province voulaient imiter plus souvent celui du théâtre de Reims, la décentralisation tant souhaitée n'en resterait pas à de rares essais isolés. L'art lyrique en France en a fièrement besoin! Les compositeurs n'en seraient plus réduits à émigrer à Bruxelles ou ailleurs avec leurs partitions, désespérant de les faire exécuter sur l'une des deux scènes musicales de Paris. Songez: rien que deux théâtres pour tous les compositeurs français! Il faudrait, pour décentraliser avec profit et succès, du flair, du goût, de la hardiesse et de l'expérience. M. Justin Née, qui possède toutes ces qualités et d'autres en plus, ne se trouve pas déjà si mal de ces essais. Avec les tournées en moins, ce fût des directeurs, et quelque bonne subvention en plus, la décentralisation ne serait pas un simple desideratum... Mais je touche là à la corde sensible, et je crains qu'elle ne vibre à faux... en ce moment surtout!

M. DE THÉMINES.

JOURNAUX ET REVUES

On a répandu autrefois le bruit que le départ du Prince Impérial pour le Zuluand était dû, dans une certaine mesure, à S. M. l'Impératrice Eugénie. C'était à regretter. L'Auguste veuve n'avait plus qu'un amour au cœur, avec sa passion pour la France, l'amour maternel, et elle aurait poussé son fils à s'éloigner pour aller courir des dangers!

Mme Carotte raconte l'insistance raisonnée, vaillante du Prince, et continue ainsi: Permettez-moi d'aller gagner mes éperons de chevalier pour la gloire de mon nom, pour notre honneur à tous. L'Impératrice hésitait à désespérer son fils. Elle pensait que la reine Victoria pourrait empêcher ce départ. Elle parut céder.

Le Prince alors se jetant dans ses bras et la prenant pour la première fois de sa vie.

— Tu es bien ma mère, dit-il. Tu es la plus courageuse de femmes. Jamais je n'oublierai ce que tu fais pour moi.

Voici la fin de l'article: Qui supprétera la tragique mystère de cette nuit suprême, la dernière que le Prince Impérial ait passée dans le monde des vivants frappé par la main des sauvages dans un coin lointain, abandonné de tous, le corps nu sur la terre sanglante, le front tourné vers les étoiles, conservant dans la mort la même sérénité des plus vaillants soldats, seul au milieu de la nature impassible et déserte?

Quelles ombres de héros sont venues faire la veille des braves autour de sa dépouille?

Quelles grandes âmes auront accueilli sur le seuil de l'éternel repos l'âme de ce jeune prince français, dont la naissance fut acclamée par tout un peuple comme un gage d'espérance, qui grandit noblement dans l'Université, et qui porta sans fléchir le plus grand nom parmi les hommes?

On écrit de Montchanin-les-Mines au Journal de Saône-et-Loire: Une véritable invasion allemande s'est abattue sur notre pays. Des individus se disant voyageurs d'une maison de la Comté vendent uniquement des toiles.

Il serait bien à désirer que les maires prissent des mesures pour s'assurer de l'identité de ces prétendus Comtois qui arrivent généralement en ligne droite de l'Allemagne.

La *Dépêche* de Toulouse dénonce un gendarme de Carmaux, parce qu'il a prié les frères des écoles chrétiennes, qui dirigent une école à Carmaux, de lui donner des leçons. La demande de leçons d'écriture, de calcul, etc., aux frères, est une trahison envers la République. Cette feuille en appelle aux « autorités compétentes ».

Les vols deviennent très fréquents dans notre région, dit le *Journal de Saône-et-Loire*. Nos routes sont infestées de gens à mauvaise mine qui demandent l'aumône l'insulte à la bouche. Que fait l'administration pendant ce temps?

Ce qu'elle fait? Mais elle supprime le traitement des prêtres dans le but évident d'augmenter les sources de la charité.

— X..., maître-clerc chez un notaire, est invité à dîner par son patron. Après le repas, la « notairesse » se met au piano.

— Que voulez-vous que je joue? demande-t-elle à l'invité, une étude de Mozart ou de Beethoven? Laquelle préférez-vous?

— Oh! madame, j'aimerais mieux celle du patron!

CHRONIQUE ELECTORALE

LISTE DE L'OPPOSITION CONSERVATRICE

MM. Edouard Hervé — Calla — Danys Coudin — F. Daval — Général du Barail — Vacherot.

LISTE CLÉMENTINE

MM. Labordère — Achard — Bralon — De Douville-Maillefeu — Maillard — Millaud.

LISTE MAJUAN

MM. Gambon — Maillard — Majuan — Flaux — Félix Pyat — Vallant.

LISTE DU PARTI OUVRIER

MM. Joffrin — Allemane — Blondeau — Courtoux — Perin — Saint-Martin.

LISTE DE LA « BATAILLE »

MM. Perrocheau — Millerand — Maillard — Vaughan — Humbert — Flaux.

LISTE DE L'ALLIANCE REPUBLICAINE

MM. Ranc — Greppo — Delahaye — Muzet — Hattat — Dérondelle.

LISTE DE L'ASSOCIATION REPUBLICAINE

MM. Ribot — Devès — Léveillé — Michau — Ch. Dolfus — L. Hiélaud.

LISTE REPUBLICAINE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

MM. Hattat — Michau — Toppard — Dérondelle — Delahaye — Muzet.

En tout huit listes. Si les électeurs ne votent pas, ce ne sera toujours pas faute de candidats.

Faits divers

Le neige à Paris. — La neige a fait son apparition aujourd'hui à Paris, vers sept heures du matin. Elle est tombée avec une grande abondance et nos rues en sont couvertes. La circulation des voitures est devenue très pénible. Chevaux, de fiacre et d'omnibus tombent à chaque instant, et les malheureux cochers ne savent à quel saint se vouer. Beaucoup de chutes, aussi, de piétons sur les trottoirs, devenus très glissants.

La neige est surtout très épaisse dans nos jardins publics, dont les arbres en sont couverts. L'effet est très pittoresque.

Pilote noyé. — Le bateau-express n° 14, faisant le trajet entre le Point-du-Jour et Suresnes, entraîné par le courant, s'étant heurté, hier matin, vers sept heures, contre les pontons de Billancourt, le choc fut si violent que le pilote, nommé Fernier, fut précipité dans la Seine.

Pieurs marins, s'élançant à son secours, parvinrent à le sauver; le malheureux était assez grièvement contusionné à l'épaule; mais, malgré la douleur qu'il ressentait, il voulut continuer son service jusqu'à Suresnes.

Le bateau, arrivé au pont de Sèvres, n'avait pu franchir qu'à vive force; déjà il avait fait une cinquantaine de mètres, quand, entraîné par le courant, il vint, malgré les efforts du pilote, heurter une des piles du pont; la violence du choc imprima un mouvement au gouvernail

et la barre, frappant le pilote au flanc gauche, le précipita de nouveau dans le fleuve.

Quand on a pu retrouver le malheureux, son cadavre n'était plus qu'une masse informe; saisi par l'hélice, il avait été broyé.

Le meurtre de l'arme du Châteaudeux-Itiers. — Le nommé Félix Bailly, marchand de futailles, sortant hier soir d'un débit de vin de la rue du Châteaudeux-Itiers, où il demeure au n° 65, s'est pris de querelle avec un individu qui l'a frappé d'un coup de poignard en de l'oreille dans la poitrine.

Le malheureux est tombé foudroyé.

Le meurtrier a pris la fuite.

Le cadavre de Bailly, qui a été trouvé par les gardiens de la paix, a été transporté à la Morgue.

La police a le signalement du meurtrier.

Le meurtre de la rue Oberkampf. — Un meurtre a été commis l'avant-dernière nuit rue Oberkampf, où les gardiens de la paix ont trouvé, gisant dans une mare de sang, le cadavre d'un jeune homme, frappé de plusieurs coups de couteau.

Des papiers trouvés sur la victime ont fait connaître que le cadavre était celui d'un nommé Emile Joyet, âgé de dix-neuf ans, ouvrier imprimeur, demeurant passage de la Reuss.

L'arrestation du boulevard des Capucines. — M. Dalbagnac, marchand de vin, 23, boulevard des Capucines, en rentrant, samedi soir à sept heures, dans son logement, se trouva en présence de deux individus qui étaient en train de fracturer une armoire, et qui à sa vue se précipitèrent en le bousculant dans l'escalier.

M. Dalbagnac s'élança sur leurs pas, en criant.

Le concierge entendant les appels de son locataire, ferma la porte, et les deux malfaiteurs furent arrêtés et conduits au bureau du commissaire de police.

Devant le magistrat le plus jeune finit par avouer qu'ils démontaient ensemble dans un garni de la rue du Vert-Bois, 50.

En effet, les deux bandits occupaient là une chambre en commun, et s'étaient fait inscrire sous les noms de Porté et de Nicourt; le premier âgé de 20 ans et le second de 19 ans.

Au cours de la perquisition qui fut faite dans la chambre, le magistrat découvrit une chemise tachée de sang au poignet droit et, sur le devant, sur l'épaule l'empreinte ensanglantée d'une main d'homme. Cette chemise appartient à Porté.

Au fond d'une malle on trouva également deux mouchoirs pleins de sang.

Interrogés sur cette découverte, Porté et Nicourt ont prétendu qu'ils se sont battus avec des camarades et qu'ils ont saigné du nez; mais ils n'ont pu dire ni où ils se sont battus ni les noms de leurs adversaires.

Enfant trouvée. — Un charretier, nommé Gaillard, rentrant chez lui rue Saint-Antoine, avant-hier soir, vers six heures et demie, a trouvé, derrière la porte de sa maison, une petite fille de quinze mois, abandonnée là.

L'enfant a été portée au poste de l'Arsenal, où elle a été mise à la disposition du commissaire de police.

Elle était enveloppée dans une robe de mérinos noir, bordée de galons dorés, vêtu d'un tablier gris, bas et gousset bleus.

Mort mystérieuse d'un enfant. — On vient de procéder à l'autopsie d'une femme L..., demeurant rue de Montreuil. Cette femme avait une petite fille, âgée de six mois, qui, il y a deux jours, a été prise de douleurs terribles et est morte au bout de quelques heures à l'hôpital des Enfants-Assistés.

Or, d'après une dénonciation, cette mort serait due à un verre de pétrole que la mère aurait fait avaler à la pauvre petite.

Le cadavre a été porté à la Morgue. Selon les résultats de l'autopsie, on statuera sur le sort de la femme L..., qui, en attendant, est conservée au Dépôt.

Une œuvre de bienfaisance. — A l'occasion de l'inauguration du grand orgue, une grande solennité religieuse et musicale aura lieu ce soir mardi, à sept heures et demie, dans l'église Sainte-Marie des Batignolles.

La cérémonie sera présidée par Mgr Soult, ancien évêque de la Reunion. M. le chanoine Le Nordez prononcera une allocution.

M. l'abbé Lamarche, ancien aumônier militaire et curé de la paroisse, s'est assuré du concours, pour la partie musicale, de MM. Théodore Dubois, organiste de la Madeleine; Adolphe Deslandres, organiste de Sainte-Marie, et Rose, professeur au Conservatoire. La partie vocale sera interprétée par MM. Houdin, Duchesne, Larbaudière, Cambo, Moisson, Dinelli, et par la maîtrise, sous la direction de M. Emile Bouichère, maître de chapelle.

Le programme de cette cérémonie est ainsi composé: Entrée d'orgue; Marche triomphale de Lemmens.

Allocution de M. l'abbé Le Nordez.

Audition de l'instrument.

(A suivre.

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 8 DÉCEMBRE

(4 heures 15 soir.)

HUILE DE COLZA. — Ferme.
Dispon. 58 50 à 59 50
Janvier. 59 50 à 60 50
4 premiers. 61 50 à 62 50

HUILE DE LIN. — Calme.
Dispon. 55 50 à 56 50
Janvier. 56 50 à 57 50
4 premiers. 58 50 à 59 50

SPIRITUEUX. — Ferme.
Dispon. 48 50 à 49 50
Janvier. 49 50 à 50 50
4 premiers. 51 50 à 52 50

SUCRES. — Ferme.
Dispon. 45 50 à 46 50
Janvier. 46 50 à 47 50
4 premiers. 48 50 à 49 50

FARINES DUREZ-MARQUES. — Ferme.
Dispon. 47 50 à 48 50
Janvier. 48 50 à 49 50
4 premiers. 50 50 à 51 50

MAISON DE COMMERCE. — 3 400
Farine de consommation, 150 kil. bruts. 41 50
BLÉS. — Calmes.
Courant. 21 40 à 22 40
Janvier. 22 40 à 23 40
4 premiers. 24 40 à 25 40

Farines Douze-Markes

Nous cotons à 12 h. 1/4 :

Livraison Décembre. 47 25 à 47 50
Janvier. 47 50 à 47 75
4 premiers. 48 50 à 49 50
4 de mars. 49 50 à 49 75

Nous cotons à 2 heures :
Livraison Décembre. 47 25 à 47 50
Janvier. 47 50 à 47 75
4 premiers. 48 50 à 49 50
4 de mars. 49 50 à 49 75

Nous cotons à 5 heures :
Livraison Décembre. 47 25 à 47 50
Janvier. 47 50 à 47 75
4 premiers. 48 50 à 49 50
4 de mars. 49 50 à 49 75

SUCRES
MOUVEMENT DE L'ENTREPOT DE PARIS
5 décembre 1885 1884 1883

Ind. entrées sacs. 11 000 17 900 12 400
sorties. 955 7 010 1 285
stock. 1 374 177 100 558 646 799

Et stock. qtx. 21 340 6 505 3 257
Coloniaux. 21 340 6 505 3 257
Stock à Tergnier. sacs 19 701
à Saint-Omer. 6 825
à Saint-Ouen. 25 497

PRIX-COURANT GÉNÉRAL

(Droit d'octroi non compris)

Farine de gruau. 37 40 à 41 40
premières. 37 40 à 41 40
deuxièmes. 36 40 à 40 40
de blé. 36 40 à 40 40
de seigle. 21 40 à 24 40
de maïs. 18 40 à 20 40
d'orge. 21 40 à 24 40

Bil indigène

Seigle. 20 40 à 22 40

Escourgeons. 15 50 à 17 50

Orges. 17 50 à 19 50

Avoines noires. 19 25 à 21 25

LE GÉRANT DU JOURNAL: G. GRISIER.

DÉCÈS

DU 6 DÉCEMBRE 1885

Deuxième arrondissement. — Mlle Michel, 12 ans, rue d'Aboukir, 85. — M. Villain, 26 ans, r. Saint-Denis, 25. — Mlle Sellier, 75 ans, rue de la Harpe, 10. — Mlle Lévy, 60 ans, rue Chabrun, 2. — Mlle Réal, 40 ans, r. St-Roch.

Troisième arrondissement. — Mme Leclerc, 38 ans, rue des Filles-du-Calvaire, 6. — Mme Pique, 41 ans, rue des Francs-Bourgeois, 12. — M. Charlot, 65 ans, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 74. — Mme Vve Krennberger, 45 ans, rue Turbigo, 4. — Mme Caron, 63 ans, rue de la Cité, 4. — M. Trehan, 57 ans, rue François-Miron, 40.

Cinquième arrondissement. — M. Joly, 74 ans, rue Descartes, 5. — M. Penot, 49 ans, av. des Gobelins, 10. — M. Penot, 49 ans, av. des Gobelins, 10.

Sixième arrondissement. — Mme Couillard, 21 ans, rue Mabilon, 6. — Mme Wislin, 62 ans, r. de Hennes, 46. — M. Coutand, 14 ans, bd Saint-Michel, 74.

Septième arrondissement. — M. Descurès, 74 ans, rue de la Visitation, 41. — M. de Clercq, 72 ans, rue de Courcelles, 45. — Mme Vve Girault, 19 ans, rue de Berlin, 21. — Mlle Bastide, 39 ans, rue du St-Honore, 43.

Neuvième arrondissement. — Mlle Moreau, 42 ans, rue de Calais, 6. — M. Veyres, 33 ans, cité Bergère, 1 bis.

Dixième arrondissement. — M. Fenermann, 49 ans, cité Jarry, 6. — Mlle Dufre, 13 ans, r. St-Martin, 22. — M. Chantolot, 76 ans, rue du St-Honore, 169. — M. Brunet, 29 ans, rue du St-Honore, 200.

Spectacles

du 8 Décembre

Opéra, 8 h. 1/2. — Relâche.
Français, 8 h. 1/2. — Le Pour et le Contre.
L'Opéra. — Socrate et sa femme. — L'Éthérée.

Opéra-Comique, 8 h. — L'Étoile du Nord.
Opéra, 8 h. 1/2. — Les J. cobites.
Gymnase, 8 h. 1/2. — La Doctoresse.

Porte-Saint-Martin, 7 h. 3/4. — Théodora.
Palais-Royal, 7 h. 1/4. — La Cagnotte.
Vaudeville, 8 h. 1/4. — L'Age Ingrat.

Variétés, 8 h. 1/4. — Les Potins de Paris.
Nouveautés, 7 h. 3/4. — La Grémillière.
Le Petit Chaperon Rouge.

Châtelet, 8 h. — Relâche.
Folies-Dramatiques, 8 h. 1/2. — La Fauvette du Temple.
Renaissance, 8 h. 1/4. — Jonathan.

Gaité, 7 h. 1/2. — Le Petit Poucet.
Bouffes-Parisiens, 8 h. 1/2. — La Mascotte.
Menus-Plaisirs, 8 h. 1/2. — L'Homme de Paille. — Les Trois Éclairs.

Ambigu, 8 h. 1/2. — Le Roi de l'Argent.
Nations, 8 h. 1/2. — Notre-Dame-de-Paris.
Cluny, 8 h. 1/2. — Mon Oncle!

Déjazet, 8 h. 1/2. — Régine.
Château d'Eau, 8 h. 1/2. — La 1002 Nuit.

Spectacles

du 8 Décembre

Opéra, 8 h. 1/2. — Relâche.
Français, 8 h. 1/2. — Le Pour et le Contre.
L'Opéra. — Socrate et sa femme. — L'Éthérée.

Opéra-Comique, 8 h. — L'Étoile du Nord.
Opéra, 8 h. 1/2. — Les J. cobites.
Gymnase, 8 h. 1/2. — La Doctoresse.

Porte-Saint-Martin, 7 h. 3/4. — Théodora.
Palais-Royal, 7 h. 1/4. — La Cagnotte.
Vaudeville, 8 h. 1/4. — L'Age Ingrat.

Variétés, 8 h. 1/4. — Les Potins de Paris.
Nouveautés, 7 h. 3/4. — La Grémillière.
Le Petit Chaperon Rouge.

Châtelet, 8 h. — Relâche.
Folies-Dramatiques, 8 h. 1/2. — La Fauvette du Temple.
Renaissance, 8 h. 1/4. — Jonathan.

Gaité, 7 h. 1/2. — Le Petit Poucet.
Bouffes-Parisiens, 8 h. 1/2. — La Mascotte.
Menus-Plaisirs, 8 h. 1/2. — L'Homme de Paille. — Les Trois Éclairs.

Ambigu, 8 h. 1/2. — Le Roi de l'Argent.
Nations, 8 h. 1/2. — Notre-Dame-de-Paris.
Cluny, 8 h. 1/2. — Mon Oncle!

Déjazet, 8 h. 1/2. — Régine.
Château d'Eau, 8 h. 1/2. — La 1002 Nuit.

Spectacles

du 8 Décembre

Opéra, 8 h. 1/2. — Relâche.
Français, 8 h. 1/2. — Le Pour et le Contre.
L'Opéra. — Socrate et sa femme. — L'Éthérée.

Opéra-Comique, 8 h. — L'Étoile du Nord.
Opéra, 8 h. 1/2. — Les J. cobites.
Gymnase, 8 h. 1/2. — La Doctoresse.

Porte-Saint-Martin, 7 h. 3/4. — Théodora.
Palais-Royal, 7 h. 1/4. — La Cagnotte.
Vaudeville, 8 h. 1/4. — L'Age Ingrat.

Variétés, 8 h. 1/4. — Les Potins de Paris.
Nouveautés, 7 h. 3/4. — La Grémillière.
Le Petit Chaperon Rouge.

Châtelet, 8 h. — Relâche.
Folies-Dramatiques, 8 h. 1/2. — La Fauvette du Temple.
Renaissance, 8 h. 1/4. — Jonathan.

Gaité, 7 h. 1/2. — Le Petit Poucet.
Bouffes-Parisiens, 8 h. 1/2. — La Mascotte.
Menus-Plaisirs, 8 h. 1/2. — L'Homme de Paille. — Les Trois Éclairs.

Ambigu, 8 h. 1/2. — Le Roi de l'Argent.
Nations, 8 h. 1/2. — Notre-Dame-de-Paris.
Cluny, 8 h. 1/2. — Mon Oncle!

Déjazet, 8 h. 1/2. — Régine.
Château d'Eau, 8 h. 1/2. — La 1002 Nuit.

ROMANS DU MÊME AUTEUR, à 3 fr. le volume.

MADemoiselle TANTALE

8^e édition, 1 vol.

BELLE-MAMAN

6^e édition, 1 vol.

EN VENTE À LA LIBRAIRIE DE E. DENTU, ÉDITEUR, PALAIS-ROYAL, PARIS, ET CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

Le Gaga, Meurs Parisiennes, par DUBUT DE LAFOREST

Un volume grand in-18. PRIX : 3 FRANCS

ROMANS DU MÊME AUTEUR, à 3 fr. le volume.

LA BARONNE EMMA

6^e édition, 1 vol.

LES DÉVORANTS DE PARIS

5^e édition, 1 vol.

La Foncière

COMPAGNIE D'ASSURANCES sur la VIE

Capital social: QUARANTE MILLIONS

ASSURANCES

VIE ÉNTIÈRE — MIXTE — TERME FIXE

Rentes viagères

Ventes et Achats de Fonds

Atelier Serrurerie tenu 23 ans à côté (portes A Paris). Belle clientèle. Matériel important. Aff. 45,000. Net 9,000. Prix 13,000. Labat, I. r. Bailly.

Hôtel-Restaurant (gde ville près Paris) à côté (saint). Lr 4,000. B. 17 ans. Très bonne clientèle. Aff. 50,000. Net 8,000. 12 lits. Ecurie p. 40 chevaux. Prix 40,000. (Facilités). Labat, I. r. Bailly.

Café remis à neuf et Immeuble 2 étages à côté (Midi). Bel appartement. Existence 17 ans. Aff. 35,000 net 6,000. Px 40,000. Labat, I. r. Bailly.

A ceder (dées du mari), chef-lieu 2 heures Paris

Comm. Vins, Spiritueux, clientèle de choix.

Stock 20,000. Aff. 50,000 net 5,000. Prix matériel voit., chev., clientèle, 12,000. Labat, I. r. Bailly.

Avis divers

VALEURS ET FONDS ESPAGNOLS

MESURES À PRENDRE. Lire le Journal La Bourse

pour tous, 32, rue St-Marc, Paris. Env. franco.

COMMANDITE TRÈS SÉRIEUSE

de 200,000 francs est demandée. Les fonds seront

déposés à la Banque de France. Intérêt et

grands bénéfices assurés.

M. L. ROZEN, 16, place de la Madeleine, à Paris,

de 9 à 11 heures le matin.

HUITRES FERRUGINEUSES

NATURELLES

Le meilleur aliment pour les personnes anémiques

HUITRES de MARENNE (1^{er} choix), contre

un mandat de 7 fr., envoi franco.

50 Fleurs-de-mer grosses, extra (4 fr. en

60 Chars-de-Venus, 1^{er} choix plus pour

ou 90 ondes belles moyennes Huitres

ou 120 Néréides petites ordinaires vertes

Contre 3 fr., on reçoit en même temps 5 dou-

zaines d'Huitres ferrugineuses.

Huitrières de La Rochelle, MM. N. Olivier-Pel-

lier et Co., à La Rochelle (Charente-Inférieure).

Industrie et Commerce

CANAPÉ-LIT LEROUX

BREVETÉ S. G. D. G.

89, rue Montmartre, 89

PARIS

De 35 Fr. à 500 Fr.

Meuble élégant, utile et le plus

solide qui ait été fait jusqu'à ce jour

CONTIENANT SA LITERIE

Journal d'un Interprète en Chine

Par le Comte d'HÉRISON, Auteur du Journal d'un Officier d'ordonnance.

Vient de paraître à la Librairie PAUL OLLENDORFF, 25^{me}, rue de Richelieu, PARIS (Collection Grand in-18 à 3 fr. 50)

Librairie de l'Académie de Médecine, G. MASSON, éditeur,

120, boulevard Saint-Germain, Paris

HYGIÈNE & MÉDECINE DES FAMILLES

Tablettes du Docteur

2^e SÉRIE

Par le Docteur H. VIGOUROUX

OFFICIER D'ACADÉMIE, MÉDECIN-INSPECTEUR DES ÉCOLES DU IV^e ARRONDISSEMENT

Un fort beau volume: 3 fr. 50.

Prix exceptionnel pour les abonnés de LA PATRIE: 2 fr. 50 port compris.

La 1^{re} série « Les Tablettes du Docteur » est également à la disposition

des abonnés de LA PATRIE au prix de 2 fr. 50.

Librairie FLON, 10, rue Garancière.

HENRY GRÉVILLE

Un vol. in-18

Prix: 3 fr. 50

LES ORMES. In-18. 3 fr. 50. | LE MORS AUX DENTS. In-18. 3 fr. 50.

BANDAGE à régulateur (seize médailles).

H. BONDGETTI, 48, rue Vivienne.

GRAVELLE

DYSURIE, CYSTITES, toutes les inflammations

de la Vessie et des reins sont infalliblement guéries

par le Thé et les Filices de Stigmates de Mais.

LA BOITE DE PILULES: 2 fr. 1/2. FRANCO

LA BOITE DE THÉ: 0 fr. 60 par la poste.

Pharmacie NORMALE 19, rue Drouot, PARIS.

RENSEIGNEMENTS UTILES

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

Déclarations de faillites

Jugements du 5 décembre 1885

LETELLIER, négociant en bois et charbon

rue de Cambonne, 76, actuellement rue Mad

moiselle, 48, rue Vivienne, et dans toutes Pharmacies.

Juge-commissaire, M. Garnier.

Syndic provisoire, M. Bonneau, 6, rue de Sa-

voie.

Démoussier ANNOT, entrepreneur de bi

imprimerie Jean-Roulet, 8.

Juge-commissaire, M. Garnier.

Syndic provisoire, M. Châte, 7, boulevard St-

Michel.

BOELANDT, boulanger, passage Doudé av-

ville, 35, actuellement rue Simart, 18.

Juge-commissaire, M. Garnier.

Syndic provisoire, M. Châte, déjà nommé.

DELOIR, charbon, avenue d'Italie, 188.

Juge-commissaire, M. Garnier.

Syndic provisoire, M. Châte, déjà nommé.

MARCHAL, ancien boulanger, rue de la Ga

40, actuellement sans domicile connu.

Juge-commissaire, M. May.

Syndic provisoire, M. Bousard, 40, rue Saint-

André-Arts.

C'est par erreur que dans les déclarations

faillites du 3 décembre, M. LAVIELLE, chem

sier, a été indiqué comme demeurant boulevard

des Italiens, n° 3; ses magasins sont situés

n° 30.

BOURSE DU 8 DÉCEMBRE 1885

80 80	..	..	05	1 ^{er} oct. 85.	3 0/0	80 85	..	80 75	3 ..
80 70	..	..	06	16 oct. 85.	3 0/0 amortissable en 75 ans	80 70	..	80 75	3 ..
82 50	..	..	08	22 sept. 85.	4 1/2 0/0	82 50	..	82 50	4 50
108 70	..	..	09	16 nov. 85.	4 1/2 0/0 1883	108 70	..	108 75	4 50
108 70	..	..	07	29 juill. 85.	OBLIGATIONS DU TRÉSOR	108 70	..	108 83	4 50
415 ..	..	..	08	23 mai 77.	LA FONCIÈRE (assurance contre l'incendie)	415 ..	..	415 ..	20 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE FRANCE	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	5	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..	..	4890 ..	48 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	CRÉDIT FONCIER	4890 ..	..	4890 ..	60 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	CRÉDIT INDUSTRIEL	4890 ..	..	4890 ..	37 85
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	CRÉDIT LYONNAIS	4890 ..	..	4890 ..	30 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	CRÉDIT MOBILIER	4890 ..	..	4890 ..	16 ..
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	DEPOTS ET COMPTES COURANTS (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	12 ..
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4890 ..	..	4890 ..	15 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	BAQUE DE FRANCE (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	15	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..	..	4890 ..	48 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	CRÉDIT FONCIER	4890 ..	..	4890 ..	60 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	CRÉDIT INDUSTRIEL	4890 ..	..	4890 ..	37 85
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	CRÉDIT LYONNAIS	4890 ..	..	4890 ..	30 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	CRÉDIT MOBILIER	4890 ..	..	4890 ..	16 ..
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	DEPOTS ET COMPTES COURANTS (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	12 ..
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4890 ..	..	4890 ..	15 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	BAQUE DE FRANCE (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	15	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..	..	4890 ..	48 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	CRÉDIT FONCIER	4890 ..	..	4890 ..	60 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	CRÉDIT INDUSTRIEL	4890 ..	..	4890 ..	37 85
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	CRÉDIT LYONNAIS	4890 ..	..	4890 ..	30 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	CRÉDIT MOBILIER	4890 ..	..	4890 ..	16 ..
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	DEPOTS ET COMPTES COURANTS (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	12 ..
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4890 ..	..	4890 ..	15 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	BAQUE DE FRANCE (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	15	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..	..	4890 ..	48 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	CRÉDIT FONCIER	4890 ..	..	4890 ..	60 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	CRÉDIT INDUSTRIEL	4890 ..	..	4890 ..	37 85
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	CRÉDIT LYONNAIS	4890 ..	..	4890 ..	30 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	CRÉDIT MOBILIER	4890 ..	..	4890 ..	16 ..
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	DEPOTS ET COMPTES COURANTS (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	12 ..
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4890 ..	..	4890 ..	15 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	BAQUE DE FRANCE (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	15	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..	..	4890 ..	48 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	CRÉDIT FONCIER	4890 ..	..	4890 ..	60 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	CRÉDIT INDUSTRIEL	4890 ..	..	4890 ..	37 85
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	CRÉDIT LYONNAIS	4890 ..	..	4890 ..	30 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	CRÉDIT MOBILIER	4890 ..	..	4890 ..	16 ..
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	DEPOTS ET COMPTES COURANTS (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	12 ..
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4890 ..	..	4890 ..	15 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	BAQUE DE FRANCE (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	15	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..	..	4890 ..	48 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	CRÉDIT FONCIER	4890 ..	..	4890 ..	60 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	CRÉDIT INDUSTRIEL	4890 ..	..	4890 ..	37 85
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	CRÉDIT LYONNAIS	4890 ..	..	4890 ..	30 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	CRÉDIT MOBILIER	4890 ..	..	4890 ..	16 ..
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	DEPOTS ET COMPTES COURANTS (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	12 ..
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4890 ..	..	4890 ..	15 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	BAQUE DE FRANCE (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	15	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..	..	4890 ..	48 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	CRÉDIT FONCIER	4890 ..	..	4890 ..	60 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	CRÉDIT INDUSTRIEL	4890 ..	..	4890 ..	37 85
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	CRÉDIT LYONNAIS	4890 ..	..	4890 ..	30 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	CRÉDIT MOBILIER	4890 ..	..	4890 ..	16 ..
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	DEPOTS ET COMPTES COURANTS (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	12 ..
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4890 ..	..	4890 ..	15 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	BAQUE DE FRANCE (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	15	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..	..	4890 ..	48 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	CRÉDIT FONCIER	4890 ..	..	4890 ..	60 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	CRÉDIT INDUSTRIEL	4890 ..	..	4890 ..	37 85
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	CRÉDIT LYONNAIS	4890 ..	..	4890 ..	30 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	CRÉDIT MOBILIER	4890 ..	..	4890 ..	16 ..
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	DEPOTS ET COMPTES COURANTS (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	12 ..
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4890 ..	..	4890 ..	15 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	BAQUE DE FRANCE (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	15	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..	..	4890 ..	48 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	CRÉDIT FONCIER	4890 ..	..	4890 ..	60 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	CRÉDIT INDUSTRIEL	4890 ..	..	4890 ..	37 85
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	CRÉDIT LYONNAIS	4890 ..	..	4890 ..	30 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	CRÉDIT MOBILIER	4890 ..	..	4890 ..	16 ..
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	DEPOTS ET COMPTES COURANTS (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	12 ..
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4890 ..	..	4890 ..	15 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	BAQUE DE FRANCE (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	15	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..	..	4890 ..	48 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	CRÉDIT FONCIER	4890 ..	..	4890 ..	60 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	CRÉDIT INDUSTRIEL	4890 ..	..	4890 ..	37 85
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	CRÉDIT LYONNAIS	4890 ..	..	4890 ..	30 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	CRÉDIT MOBILIER	4890 ..	..	4890 ..	16 ..
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	DEPOTS ET COMPTES COURANTS (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	12 ..
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4890 ..	..	4890 ..	15 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	BAQUE DE FRANCE (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	15	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..	..	4890 ..	48 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	CRÉDIT FONCIER	4890 ..	..	4890 ..	60 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	CRÉDIT INDUSTRIEL	4890 ..	..	4890 ..	37 85
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	CRÉDIT LYONNAIS	4890 ..	..	4890 ..	30 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	CRÉDIT MOBILIER	4890 ..	..	4890 ..	16 ..
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	DEPOTS ET COMPTES COURANTS (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	12 ..
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4890 ..	..	4890 ..	15 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	BAQUE DE FRANCE (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	15	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..	..	4890 ..	48 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	CRÉDIT FONCIER	4890 ..	..	4890 ..	60 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	CRÉDIT INDUSTRIEL	4890 ..	..	4890 ..	37 85
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	CRÉDIT LYONNAIS	4890 ..	..	4890 ..	30 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	CRÉDIT MOBILIER	4890 ..	..	4890 ..	16 ..
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	DEPOTS ET COMPTES COURANTS (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	12 ..
4890 ..	..	..	15	10 oct. 85.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	4890 ..	..	4890 ..	15 ..
4890 ..	..	..	15	29 juill. 85.	BAQUE DE FRANCE (Soc. des)	4890 ..	..	4890 ..	230 60
4890 ..	..	..	15	1 ^{er} janv. 85.	BAQUE D'ESCOMPTE DE PARIS	4890 ..	..	4890 ..	21 ..
4890 ..	..	..	15	juill. 85.	BAQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS	4890 ..	..	4890 ..	35 ..
4890 ..	..	..	15	20 oct. 85.	COMPTOIR D'ESCOMPTE	4890 ..</			